

Tout principe est un jugement, tout jugement est l'effet de l'expérience, et l'expérience ne s'acquiert que par l'exercice des sens.

Sade

I INNOV. DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation
Université du Littoral, Dunkerque

N°4 - Janvier 1998

EDITORIAL

Aménagement ou réduction du temps de travail. Tous deux sont des instruments de gestion de la main-d'oeuvre par les entreprises.

La réduction du temps de travail à 35 heures payées 39 à partir de l'an 2000 entraînera en France une augmentation du coût du travail. Celle-ci amènera les grandes firmes à innover pour compenser par une augmentation de la productivité la plus faible rémunération du capital.

Pour le moment, elles résistent ; la loi les y contraindra. L'aménagement du temps de travail (ATT) apporte la flexibilité que réclament les industriels. La multiplication des "temps choisis" allonge les journées et le temps hebdomadaire et annuel travaillés. Faut-il craindre une détérioration des conditions du travail ou faut-il espérer de nouvelles embauches ?

En sachant que ce sont les marchés (en croissance) qui créent les emplois et les salaires qui créent les marchés, la question reste ouverte.

SOMMAIRE

Au Carrefour des Rencontres

- Ateliers d'Innovations
- Séminaires "Économie et Innovation"
- La "Toile" de RII, la recherche en réseaux
- La R.U.E.E. vers les affaires

2-4

La Recherche en Marche

- Publications des chercheurs de RII
- Activités éditoriales
- Les échos de la recherche

4-5

Le Point sur...

- Blandine Laperche – "La connaissance : une nouvelle boîte noire ?"
- Sophie Boutillier – "La valeur du travail dans les régions en reconversion"

6-7

Les Rendez-Vous de R.I.I.

- Les Ateliers d'Innovations en 1998
- Table ronde "Métamorphoses salariales"

8

Anticonformistes...

8

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédacteurs : Renaud Bellais et Jérôme Ziel.
Le Laboratoire "Redéploiement Industriel et Innovation" est animé par Dimitri Uzunidis et Sophie Boutillier. Il bénéficie des services scientifiques de la Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme, de l'Université du Littoral.
Lab.RII – Université du Littoral-Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59240 DUNKERQUE
☎ : 03.28.23.71.34 ou 03.28.23.71.47 – fax : 03.28.23.71.10 – email : labrii@univ-littoral.fr

Au Carrefour des Rencontres

Ateliers d'Innovations

- o *Structures productives locales et formes d'organisation économique : une étude statistique (6 octobre 1997)*

Frédéric Lainé, Division Statistiques et Études Régionales, Direction générale de l'INSEE (Paris).

Afin de comprendre les origines du chômage, F. Lainé tente de relier les structures du tissu productif local (densité industrielle, taille des firmes, formes de dépendances,...) avec l'évolution de l'emploi. Son étude aboutit à l'identification de trois catégories de tissus productifs : des tissus peu denses (Corse), des tissus denses dominés par des groupes extra-régionaux (Dunkerquois) et enfin des tissus denses marqués par la présence de groupes régionaux et/ou de réseaux de PME (Vimeux, zones métropolitaines).

Dans le premier cas, le manque de dynamisme industriel freine le développement économique. Cependant l'emprise de groupes extérieurs crée une fragilité vis-à-vis de décisions qui échappent à l'économie locale.

Seule une dynamique endogène s'avère créatrice d'emplois sur le long terme – notamment avec l'apparition de districts industriels. L'action de l'État apparaît indispensable pour soutenir leur croissance et éviter qu'ils ne périssent.

- o *Mythes et réalités sur l'emploi et la croissance des PME (1984-1992) : le rôle des groupes (17 novembre 1997)*

Frédéric Boccard, Division Synthèse des Statistiques d'Entreprises, Direction générale de l'INSEE (Paris).

Comment analyser l'augmentation relative du nombre de PME, de leurs effectifs salariés globaux à partir de la deuxième moitié des années 1980 ? Doit-on considérer que ce phénomène est une illustration des thèses soutenues par les économistes libéraux, c'est-à-dire les apologistes de la liberté d'entreprendre et de l'indépendance du chef d'entreprise ?

A y regarder de plus près, les statistiques doivent être interprétées avec prudence. Les PME les plus dynamiques – en termes de croissance du chiffre d'affaires, des bénéfices et du personnel – sont les filiales de groupe. Les PME indépendantes se heurtent quant à elles au "mur" de la concurrence, tout en souffrant d'un accès restreint aux capitaux et aux ressources humaines.

Globalement, les PME sont indépendantes des mouvements stratégiques (externalisation, internalisation) des grands groupes. Il n'empêche que ces petites firmes vivifient les tissus productifs au risque d'y laisser des plumes...

- o *Mésosystème de l'armement en France : une marginalisation croissante des PMI-PME (5 janvier 1998)*

Claude Serfati, ORINTE, Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines.

La cohésion et la cohérence du sous-système productif de l'armement découlent d'un mode de régulation spécifique et de finalités qui lui sont propres, ce qui permet de le définir comme un mésosystème. Réseau d'institutions et d'organisations, il est structuré, tant du point de vue de la production que de la R-D, par quelques grands groupes. Les PMI-PME indépendantes ne captent en effet que 1,3% des crédits de R-D militaire et 10% du chiffre d'affaires du mésosystème (30%, si l'on inclut les PME filiales des groupes).

La restructuration en cours du mésosystème de l'armement ne fait qu'accroître la faible place des PMI-PME – les groupes réinternalisant certaines activités autrefois sous-traitées. Le mésosystème de l'armement tend donc à accroître sa concentration au détriment des PMI-PME. La région Ile-de-France se démarque cependant de cette tendance générale, grâce à un tissu de PME-PMI de l'armement positionnées sur les secteurs des hautes technologies.

Séminaires Économie et Innovation

- o *Unicité ou multiplicité des coopérations interentreprises (7 novembre 1997)*

Avec la mondialisation de l'économie, nous accordons une attention accrue aux différentes formes de coopération entre firmes (*clusters*, réseaux, alliances stratégiques). La concurrence internationale, la rationalisation et la flexibilisation de la production suscitent la multiplication des accords. Cependant **Emmanuelle Durand** rappelle que ce phénomène n'est pas récent.

L'externalisation de certaines fonctions de l'entreprise et les alliances visent à développer les économies d'échelle et à multiplier les possibilités (techniques, technologiques,...) de l'entreprise. Il ne s'agit en fait qu'une des multiples formes de recomposition des frontières entre entreprises et marché à la recherche du mode d'organisation le plus efficace et le plus rentable, mouvement consubstantiel au capitalisme lui-même.

- o *Production de pétrole et développement économique en Iraq (19 décembre 1997)*

La gestion des ressources naturelles par les pays en développement est un problème épineux depuis l'ère de l'indépendance. Comment expliquer la

concomitance de richesses potentielles immenses et de la pauvreté caractérisant nombre de ces pays ?

A partir du cas de l'Iraq, **Sabah Fatoohi** dégage plusieurs pistes pour comprendre la désarticulation des économies en développement par le poids des FMN et les faibles investissements réalisés dans les pays producteurs de matières premières. Il propose des pistes de réflexion afin d'exploiter les ressources naturelles en vue du développement industriel à partir et autour de ces dernières.

La "Toile" de RII, la recherche en réseaux

- o *Séminaire "Industries portuaires industrialisantes, Quelles reconversions ?" (Dunkerque, 17 octobre 1997)*

Afin d'inaugurer son exposition photographique "Mémoires de port et d'industries du nord, clichés dunkerquois", le laboratoire RII a organisé un séminaire scientifique autour de ce thème avec R. Borrelly, P. De Roo, Ch. Palloix, M. Clesse, S. Boutillier et D. Uzunidis (Cf. *INNOV.DOC* n°3).

La question de la désindustrialisation a été au cœur du débat. En effet, parler de désindustrialisation signifie-t-il que nous sommes en train d'assister à la métamorphose de la société issue de la révolution industrielle ? Notre société est-elle en passe de devenir une société de services, comme l'annoncent Clark et Fourastié ? Quelle est la valeur ajoutée créée par les services, comment la mesurer ? Peut-on encore distinguer activité industrielle et activité de services, tant la frontière devient floue ?

En cette fin de siècle, les esprits divagent, et l'on imagine aisément des cataclysmes. Certains annoncent l'avancée des pays industriels vers le sous-développement. Qu'en est-il alors du secteur tertiaire dans ce type d'économie ? Non pas des services industrialisants, mais des petits boulots seulement permettant aux gens de vivre.

Toutefois, grâce aux savoir-faire et aux compétences contenus dans la mémoire collective, il est possible de créer des activités à forte valeur ajoutée et de laisser le travail répétitif, dangereux et ennuyeux aux machines. Pour cela, il faut imaginer d'autres modalités de l'intervention de l'État, dont l'objectif doit être d'instaurer de nouvelles modalités de redistribution du revenu national.

- o *Table ronde "Enjeux et perspectives de la filière bois", Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque, 4 décembre 1997*

Réunissant des universitaires, des professionnels (importateurs de bois, négociants, architectes), des représentants des collectivités territoriales et de différents organismes de promotion du bois, cette rencontre a révélé les faiblesses de la filière bois dans le tissu productif du Nord-Pas de Calais, ainsi que ses quelques atouts (activités péri-commerciales : palettes en bois, emballages en carton, imprimés publicitaires, etc.). D'autre part, la position stratégique du Nord-Pas de Calais au cœur de l'Europe explique le rôle de ses

ports (Dunkerque : importation de bois, Boulogne-sur-mer : papiers et cartons. Comment expliquer la faiblesse des autres activités de la filière bois ?

La principale explication réside dans le manque de coordination entre les différents acteurs locaux. En outre, le Nord-Pas de Calais manque d'acteurs pour promouvoir les multiples usages du bois, mettre en avant les innovations et faciliter l'emploi des produits en bois (architectes, menuisiers, parquetier, etc.). Cette réflexion a montré les enjeux d'une coopération/coordination entre les différents partenaires de la filière bois et la nécessité d'impliquer les acteurs institutionnels pour dynamiser la filière bois du Nord-Pas de Calais.

La RUEE vers les affaires

Le Laboratoire RII a créé un centre de transfert de savoir universitaire vers le monde économique, le centre *Recherche Universitaire et Études Économiques* (RUEE). Ce dernier prend en charge les études d'économie appliquée confiées au laboratoire tant par les entreprises que par les collectivités territoriales.

- o *L'attractivité du Dunkerquois en matière d'investissements productifs*

responsable : Dimitri Uzunidis

réalisation : Maguy Sommeville et Arnaud Langlet

Afin de surmonter la crise des industries industrialisantes qui ont porté la croissance dunkerquoise dans les années 1960-1970, il est nécessaire de comprendre quelles sont les forces et les faiblesses du tissu productif local.

En partenariat avec Dunkerque Promotion, le centre R.U.E.E. a réalisé l'analyse des évolutions sectorielles de l'économie dunkerquoise et de ses dispositifs juridiques et économiques d'attractivité des investissements. Cette approche a été complétée par des comparaisons nationales et internationales des atouts/faiblesses du Dunkerquois. L'accent a été mis non seulement sur les grandes firmes (nationales ou étrangères), mais aussi sur les firmes de taille intermédiaire.

L'objectif de cette étude est de fournir aux acteurs locaux des propositions de développement dans de nouveaux secteurs qui faciliteront la reconversion du tissu économique local.

- o *La filière bois : enjeux et perspectives, le cas du Nord-Pas de Calais*

responsable : Renaud Bellais

Le trafic du bois à Dunkerque possède une longue histoire, même s'il ne représente plus aujourd'hui qu'une faible part des échanges. Toutefois la filière bois joue un rôle non négligeable dans l'économie du Nord-Pas de Calais. Afin de comprendre la place de cette filière au sein du tissu économique régional, le centre R.U.E.E. a réalisé une étude en partenariat avec l'association Myosotis. En remplaçant les activités régionales du bois au sein des tendances majeures en France et dans le monde, il a été possible de montrer les faiblesses et les atouts du Nord-Pas de Calais.

En dépit d'une faible couverture forestière et d'une absence de tradition dans cette filière, l'économie régionale possède d'indéniables atouts grâce à ses savoir-faire industriels et à l'importance des activités commerciales. Il convient donc de porter une plus grande attention à ces activités, afin de soutenir leurs développements. Elles constituent d'intéressantes opportunités pour redéployer l'activité économique.

o ***Prolégomènes à la création d'un Observatoire Économique de la Région Dunkerquoise***
responsable : Jérôme Ziel

La première réunion du Comité de Pilotage de l'OERD s'est déroulée le 1^{er} décembre dernier. Elle a permis aux membres de RUEE d'établir un bilan des données récoltées et de travaux déjà réalisés dans le cadre de la création d'une base de données unifiées entre les différents partenaires de l'OERD : repérage des données détenues par les organismes locaux,

sélection de quelques indicateurs fondés sur les données disponibles, état de la collecte,...

Cette rencontre a été l'occasion de discuter avec ces derniers de l'orientation à donner aux travaux de l'Observatoire, puisque les premiers exemples de traitement des données ont été présentés aux partenaires de l'OERD. La réunion a permis de dresser un bilan des activités de l'Observatoire, et d'évaluer les réalisations accomplies dans la phase actuelle de démarrage. A partir des débats et des commentaires des partenaires, il a été possible de dresser un portrait plus précis des travaux à réaliser et de parvenir à un affinement de la méthodologie.

La prochaine réunion au Comité de Pilotage a été fixée au 9 mars 1998. L'ordre du jour retenu est une présentation des indicateurs devant servir de base aux travaux futurs de l'OERD.

La Recherche en Marche

Publications & Communications

BELLAIS R., *La filière bois : Enjeux et perspectives, Le cas du Nord-Pas de Calais*, Document de Travail, n°13, RII/UL, décembre 1997.

—, Technologie d'information et défense, *Terminal*, n°74, été-automne 1997, pp.123-38.

—, *Diversification industrielle : les enjeux de la filière bois dans le pôle de reconversion de Dunkerque*, table ronde "Enjeux et perspectives de la filière bois", Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque (CCID), Dunkerque, 4 décembre 1997.

—, Technologie militaire et système d'information de défense, *Défense nationale*, janvier 1998.

BOUTILLIER S., ZIEL J., *Aspects de la pensée économique "asiatique" sur l'entrepreneur, Du mépris du marchand à une liberté surveillée*, Document de Travail, n°14, RII/UL, décembre 1997.

—, —, *L'État contre le marché ? Évolution de la pensée économique japonaise depuis l'ère Tokugawa à nos jours*, Document de Travail, n°15, RII/UL, décembre 1997.

DURAND E., *Stratégies de coopération des firmes : origines, analyses conceptuelles et formes de coopération*, Document de Travail, n°12, RII/UL, novembre 1997.

LAPERCHE B., *Appropriabilité de l'information scientifique et technique, innovation et normalisation des techniques de production*, thèse de doctorat, Université du Littoral, novembre 1997.

LAPERCHE B., UZUNIDIS D., Concurrence, innovation et stratégies d'appropriation de l'information scientifique et technique, *Terminal*, n°74, été-automne 1997, pp.43-57.

—, —, Les multinationales, des cathédrales dans le désert, *Regards*, janvier 1998, pp.28-29.

Activités éditoriales

o ***INNOVATIONS, Cahiers d'économie de l'innovation, n°7 (premier trimestre 1998) : "La valeur du travail"***

G. Caire, A. Delforno, J.P. Durand, G. Duval, J. Gadrey, C. de Géry, J.L. Girard, F. Jany-Catrice, J. Lojkine, Ch. Palloix, Th. Ribault.

Que signifie travailler en cette fin de siècle ? Quelle est la valeur de cette activité sociale au moment où l'explosion du ludique, le temps libre voulu ou imposé, l'inactivité due au vieillissement de la population, la "révolution informationnelle" ont détourné des millions d'individus de leur habituel "métro, boulot, dodo" ? Le travail a-t-il perdu sa valeur, ou la valeur que le travail représente dans nos sociétés industrielles est-elle remise en question ?

La précarité, la flexibilité, les politiques d'aide à l'emploi et de réduction du coût du travail salarié prouvent, au contraire, que la reprise économique est intimement liée à la gestion du travail. Les libéraux dénoncent la "rigidité salariale" ; les faits montrent que les conditions du travail se dégradent. Le chômage et l'emploi précaire rongent les solidarités sociales. La revalorisation du travail serait-elle la seule solution ?

o ***Collection "Économie et Innovation"***

✓ Séries *Krisis* et *Clichés*

La collection “Économie et Innovation”, dirigée chez L'Harmattan par Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis, s'est enrichie avec deux séries.

La série *Krisis* a été créée pour faciliter la lecture historique des problèmes économiques et sociaux d'aujourd'hui liés aux métamorphoses de l'organisation industrielle et du travail. Elle comprend la réédition d'ouvrages anciens et la publication de compilations de textes autour des mêmes questions.

La série *Clichés* a été créée pour fixer les impressions du monde économique. Les ouvrages contiennent photos et texte pour faire ressortir les caractéristiques d'une situation donnée. Son thème directeur est : “mémoire et actualité du travail et de l'industrie”.

✓ Christian PALLOIX et Yorgos RIZOPOULOS (dir.), *Firmes et économie industrielle*, L'Harmattan, 446 pages.

La micro-économie industrielle (théorie des jeux ou de l'agence), arrivée en France à la fin des années 1980, a fait beaucoup de dégâts. La théorie s'est appauvrie et l'analyse des structures et du comportement des agents des systèmes productifs a été mise au placard. Dans cet ouvrage collectif, vingt-quatre chercheurs se donnent pour objectif de réhabiliter la firme au sein des structures productives. La firme est intimement liée à la dynamique de l'environnement dans lequel elle s'insère ; le potentiel de croissance dans son ensemble ouvre des perspectives à l'accumulation du capital individuel.

La mise en évidence de la dialectique des relations entre le système et les agents constitue le fil conducteur de cet ouvrage collectif. Son champ de références est très large. Les approches de l'économie industrielle sont illustrées ou critiquées par les phénomènes de la mondialisation des firmes, par les processus d'apprentissage et l'innovation, par l'étude des systèmes productifs globaux ou régionaux, etc. Citons parmi les auteurs, outre les coordinateurs, W. Andreff, B. Bellon, D. Cerré, R. Perez, O. Servais et O. Weinstein.

✓ Paul LAFARGUE, *Le déterminisme économique de Karl Marx* (1909), réédition établie et présentée par S. Boutillier et D. Uzunidis, série “Krisis”, L'Harmattan, 1997, 264 pages.

Pour Paul Lafargue, comme pour Marx, ce sont les hommes qui font l'histoire. Puis, en observant la réalité, les hommes fabriquent les idées. C'est ainsi que les idées, plus particulièrement religieuses, peuvent être des instruments de domination. Au début du siècle, Lafargue mettait en évidence les rapports entre la croyance en un dieu et l'économie de marché. La religion apporte des réponses toutes faites là où il y a des peurs et des incertitudes.

Cet ouvrage écrit en 1909 par le militant Paul Lafargue, qui fut le premier député socialiste du nord et gendre de Marx, garde toute son actualité.

En cette fin de siècle, les croyances absurdes et la déification du marché masquent le déterminisme économique de nos actes.

Les échos de la recherche

o “*Les défis politiques de la globalisation et de la régionalisation*”, Charles Oman (Centre de développement de l'OCDE), *Espaces Marx*, Paris, 6 novembre 1997.

Pour débiter le cycle de débats sur la “mondialisation”, Charles Oman a montré que la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. La vague actuelle de mondialisation, la troisième du siècle, définie comme l'accélération de l'activité économique entre nations et régions, est marquée – au-delà de la financiarisation et de la réduction de la souveraineté des États – par l'évolution des bases microéconomiques de l'activité économique.

Des formes d'organisation post-tayloriennes émergent (organisation flexible, firmes-réseaux), réconciliant la conception et l'exécution du travail et porteuses d'immenses gains de productivité potentiels. Cependant de nombreux freins, culturels en particulier, ralentissent l'évolution rapide des modes d'organisation du travail. Les débats ont mis l'accent sur les possibilités et limites de la généralisation des organisations post-tayloriennes et de leurs conséquences sur le plan de la condition salariale.

o *Programme IDÉAL Innovation Littoral 1997-1998 : “le management stratégique de l'innovation”*, Dunkerque-Calais-Boulogne.

Pour mieux comprendre les besoins et les attentes des entreprises, le centre RUEE s'est associé au programme IDÉAL Innovation Littoral, qui regroupe de nombreux organismes comme les Chambres de Commerce et d'Industrie du Littoral, les syndicats patronaux et les collectivités territoriales. La promotion et l'accompagnement de l'activité entrepreneuriale sont les fers de lance de l'association IDÉAL.

Dans le cadre de cette coopération, RUEE participe aux séminaires du Club Innovation. Ce club organise des rencontres bimensuelles entre des cadres et dirigeants d'entreprises et des intervenants extérieurs (universitaires, consultants, experts), autour d'un thème de réflexion comme la veille stratégique, la protection de l'innovation,...

Le Point sur...

La connaissance : une nouvelle boîte noire ?

Blandine Laperche

La pensée économique se nourrit et se perfectionne par l'analyse de l'activité économique et parfois à tel point que les faits éblouissent, et que la transmission intergénérationnelle du savoir se rompt pour céder place à une soi-disant nouveauté théorique, une nouvelle "boîte noire".

L'économie de la connaissance, qui revendique pourtant la paternité de J.A. Schumpeter, constate aux niveaux macro- et micro-économique la part croissante des activités immatérielles et met l'accent sur les modalités et les conséquences organisationnelles de la constitution par les firmes de stocks de connaissances, justifiée par une "nouvelle" concurrence fondée sur l'innovation permanente. En découlerait une nouvelle forme de compétitivité et une nouvelle phase de croissance, issue de la production et distribution de connaissances. L'élargissement observé, depuis les écrits de Machlup, de la production et la distribution de connaissance à tous les secteurs de l'économie correspondrait dans cette approche à l'accélération du changement dans les processus de production. Les hypothèses fondamentales de l'économie de la connaissance découlent donc largement de l'observation empirique.

À partir de ces observations, cette nouvelle école se propose de faire la synthèse des développements récents de l'économie industrielle (D. Foray, B. Lundvall par exemple), de l'économie de la croissance (M. Abramovitz, P. Aghion, P. Howitt,...) et de l'économie institutionnelle (théories des contrats, des équipes, des organisations). Le progrès technique et la connaissance ne sont plus considérés comme exogènes à la sphère de l'économie tout en restant des biens libres. L'apprentissage facilite la codification et l'échange de connaissances, tout en pouvant être à l'origine de comportements protectionnistes (appropriation privative).

Cependant, l'appropriation de la connaissance s'effectue, non pas uniquement dans la sphère de l'échange, mais déjà dans celle de la production. Dans le mode de production capitaliste, le savoir-faire et les compétences se séparent de l'individu pour devenir l'apanage du travailleur collectif, dont la force de travail est la propriété exclusive du déten-

teurs des moyens financiers et techniques de réalisation du travail.

Ce sont donc les conditions même de la constitution de stocks de connaissance, ou plutôt d'ensembles informationnels scientifiques et techniques qui font l'objet d'une appropriation privative.

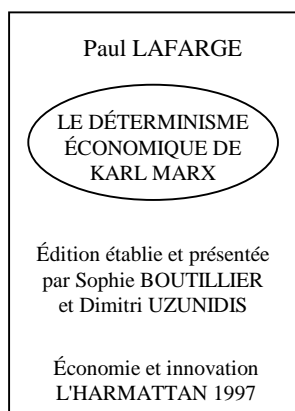
La constitution par les firmes d'un stock de connaissance n'est pas, de plus, une fin en soi. Elle a précisément pour objectif d'alimenter les processus de production afin de créer des marchandises matérielles ou immatérielles, destinées à une consommation productive ou finale. La production par les firmes, de stocks de connaissances ou plutôt d'ensembles informationnels, constitués d'informations scientifiques et techniques intégrées n'est pas alors le fruit de la crise actuelle, mais s'observe et se renforce tout au long de l'histoire du capitalisme industriel.

La libéralisation croissante des marchés, destinée à offrir un nouveau souffle aux firmes qui étouffaient sur des marchés peu solvables, a impulsé les stratégies globales des grandes firmes, lesquelles ont recentré leurs activités sur leurs métiers de base en externalisant les services de traitement de l'information et de production de connaissances notamment. Les progrès concomitants des technologies de l'information ont alors rendu visibles les flux d'informations qui circulent au sein et entre les firmes et ont donné naissance à un commerce électronique, destiné pour la majeure partie, non pas au rapprochement humain par l'échange et la consommation de connaissances, mais à la production d'ensembles informationnels scientifiques et techniques valorisables sur le marché en tant que moyens de production.

La concurrence, comme l'ont montré Marx et Schumpeter, s'exacerbe en période de crise économique, accroît la course à l'information et à l'innovation. L'obsolescence accélérée des marchandises exige un renouvellement constant des informations scientifiques et techniques, systématiquement intégrées dans les processus de production.

Cependant, la naissance d'une nouvelle phase de croissance fondée sur la production et la mise en valeur massives de ces ensembles informationnels – en tant que biens finals (jeux informatiques par exemple) ou moyens de production (automates industriels notamment) – se heurte à la faible solvabilité des marchés, ainsi qu'aux coûts humain et technique de leur utilisation dans l'industrie. Il est de plus en plus probable que la naissance attendue de

nouvelles opportunités de profit ne réduise l'appropriation cartellisée de la "connaissance", laquelle a pour conséquence immédiate d'accroître le coût de l'innovation qui, si mineure soit-elle, profite à quelques privilégiés.



La valeur du travail dans les régions en reconversion

Sophie Boutillier

Pôle industriel depuis les années 1960, Dunkerque est devenue en l'espace d'une trentaine d'années une immense friche industrielle. Depuis la création de la zone d'entreprises au cours des années 1980 et les aides consenties par l'Union Européenne, Dunkerque se reconstruit progressivement.

Ville de pêche et de négoce maritime jusqu'à la deuxième guerre mondiale, Dunkerque est devenue une cité industrielle presque par un coup de baguette magique. L'implantation de grandes entreprises du secteur de l'industrie lourde a attiré une population nouvelle – directement en tant que main-d'œuvre dans les usines ou indirectement en favorisant la création de commerces de détail ou encore d'entreprises sous-traitantes.

Depuis les années 1960, l'économie de Dunkerque vit au rythme de la sidérurgie, de la métallurgie et de la pétrochimie. La population de l'agglomération est passée de 97 000 habitants en 1954 à plus de 211 000 en 1982, pour se stabiliser aux alentours de 200 000 dans les années 1990. La salarisation a progressé régulièrement jusqu'au début des années 1980 et le tissu industriel s'est renforcé grâce à la multiplication des petites et moyennes entreprises dans l'industrie et les services.

La vie de milliers de familles ouvrières s'est trouvée façonnée, organisée par l'usine qui les nourrissait. Comme il est de coutume (et nécessaire) dans les familles du Nord, les enfants quittaient dès que possible de l'école pour rejoindre l'usine. Et c'était logique. La famille était une unité économique

fonctionnelle : tous ses membres devaient contribuer à la faire vivre.

Aujourd'hui, l'usine ne crée plus d'emplois et ceux qu'elle crée n'ont plus rien de commun avec les emplois des "Trente Glorieuses". La fermeture des chantiers navals et la rationalisation de la sidérurgie ont conduit à une perte sèche de 16 000 emplois. Le taux de chômage dans le bassin d'emploi de Dunkerque atteint aujourd'hui 16% de la population active !

Les entreprises sont en quête de flexibilité. Les enfants vont à l'école plus longtemps, et même à l'université. Mais, ce qui devrait être une chance nouvelle pour vivre autrement devient une contrainte nouvelle, car l'acquisition d'un savoir nouveau dans une économie de marché n'a de sens que s'il peut être vendu.

Si les salaires représentent une charge pour l'entreprise, ils alimentent aussi une demande qui est sa raison d'être. Les manuels d'économie ne nous apprennent-ils pas que les entreprises ont pour fonction de satisfaire des besoins (solvables) ? Mais peut-on revenir aux vieilles recettes keynésiennes dans des économies de plus en plus ouvertes sur le monde ?

Dans ces conditions, si les vieilles recettes ne fonctionnent plus, l'heure n'est-elle pas venue de penser autre chose, d'imaginer une société meilleure pour reprendre l'expression de John Galbraith ? Cependant la société à imaginer n'est pas une société *politiquement correcte*, mais une société dans laquelle le travail ne serait plus élevé au rang de religion.



Les Rendez-Vous de R.I.I.

Les Ateliers d'Innovations

o **10 février 1998 : Mutation du salariat et dynamiques territoriales, le cas des districts italiens**

Antonella Corsani, Université de Picardie-Jules Verne

Les districts industriels ont connu une popularité très forte, exprimant pour certains la synthèse des atouts de la grande firme et de la flexibilité des PME. Pourtant, il apparaît que cette flexibilité résulte en fait des stratégies d'externalisation des grandes firmes et la création de PME constitue plutôt une alternative au chômage - expression moderne de "l'armée industrielle de réserve".

o **6 mars 1998 : La PME n'est pas un fait social**

Joseph Romano, Université de Nancy II

Au cours des années 1980, la petite firme est apparue comme le salut du capitalisme. Pourtant une analyse sociologique montre que cette perception correspond moins à la réalité qu'à un construit social exprimant une vision idéologique et idéalisée du capitalisme.

Table Ronde "Métamorphoses salariales"

Le Laboratoire RII et l'Équipe de Recherche sur les Systèmes Industriels (ERSI) de l'Université de Picardie-Jules Verne organisent, en collaboration avec la revue *Innovations*, *Cahiers d'Économie de l'Innovation* (L'Harmattan) et le magazine *Alternatives économiques*, une table ronde le vendredi 29 mai 1998 à la Maison du Développement Économique (Dunkerque).

Cette table ronde se propose d'établir une analyse critique des transformations en cours dans le monde du travail, en particulier l'évolution économique, sociologique et historique du salariat - l'un des deux piliers (avec la grande firme) de la réussite économique du capitalisme. En période de crise et de doute, le travail se transforme pour s'adapter à une nouvelle donne économique. Comprendre ces métamorphoses, tel est l'objectif de cette rencontre.

Anticonformistes...

En 335 avant notre ère, **Aristote** fonde, à l'âge de 50 ans, *l'école péripatéticienne* : l'enseignement au grand air couplé d'une promenade qui ferait aujourd'hui rêver plus d'un universitaire. Le matin, il donnait des cours "ésotériques" réservés aux disciples ; l'après-midi, des conférences "exotériques" ouvertes à un public plus large. La communication scientifique moderne est née...

Le fameux géographe **Elisée Reclus** (1830-1905), anarchiste et végétarien (!), était un fervent défenseur de l'éducation des filles. D'après lui, il fallait allier, pour les filles comme pour les garçons, éducation physique et intellectuelle. L'élévation du niveau intellectuel des filles devait déjà commencer par un changement de leur statut. Reclus dénonçait la façon d'habiller les femmes de son temps, qui - enfermées dans des corsets et des robes à crinolines - avaient un faible potentiel d'activités sociales.

"Un économiste confirmé, selon **John Maynard Keynes**, doit posséder une rare combinaison de dons. Il doit être un tant soit peu mathématicien, historien, homme d'État, philosophe." Sa riche personnalité

accumulait contradiction sur contradiction pour rendre Keynes un homme aux talents multiples : spéculateur, ami des arts, directeur de la Banque d'Angleterre, marié à une danseuse soviétique, il fut l'ami de Roosevelt, Churchill, Bernard Shaw et Pablo Picasso. Petit, un esclave le suivait, portant ses livres et son cartable. Grand, il anime le Groupe de Bloomsbury, dont la devise était "rien n'est sacré".

J'ai toujours eu trois souhaits dans ma vie, faisait remarquer **Joseph Schumpeter**. Être un grand amant, un grand cavalier, un grand économiste. Je n'en ai réussi que deux... Devinez lequel.

Quand l'économie libérale tend à de plus en plus à se résumer à quelques équations, **Jean-Baptiste Say** - l'ancêtre adulé - doit se retourner dans sa tombe. Il considérerait que seul un public crédule est ébloui par "un ensemble de figures et de calculs... Comme si les calculs numériques pouvaient à eux seuls prouver quoi que ce soit". Pour Say, les humeurs ne sont pas "sujets à un strict calcul arithmétique", ce qui explique pourquoi l'économie n'est pas une branche des mathématiques...